

DEC - 6 1979

Distr.
GENERALEA/34/189
S/13255
18 avril 1979FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/
CHINOIS

NATIONS UNIES

UN/DA COLLECTION

ASSEMBLÉE
GÉNÉRALECONSEIL
DE SÉCURITÉASSEMBLEE GENERALE
Trente-quatrième session
Point 11 de la liste préliminaire*
RAPPORT DU CONSEIL DE SECURITECONSEIL DE SECURITE
Trente-quatrième année

Lettre datée du 18 avril 1979, adressée au Secrétaire
général par le représentant permanent de la Chine auprès
de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir faire distribuer le document
publié sous la cote NV/79/18, comme document officiel de l'Assemblée générale,
au titre du point 11 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

Le représentant permanent de la
République populaire de Chine
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) CHEN CHU

* A/34/50.

ANNEXE

Note du rédacteur en chef du Quotidien du peuple (Renmin Ribao)

1. Ces dernières années, les autorités vietnamiennes se sont efforcées délibérément de compromettre l'amitié qui unit traditionnellement les peuples chinois et vietnamien et n'ont cessé d'envenimer les relations sino-vietnamiennes. La Chine a été très peinée par cette attitude. Les dirigeants chinois ont à maintes reprises soulevé le problème auprès des dirigeants vietnamiens qu'ils ont admonestés dans l'espoir que les deux pays maintiendraient des relations amicales. Le 24 septembre 1975, le camarade Deng Xiaoping s'est entretenu avec le Secrétaire général du parti vietnamien, Le Duan, à Beijing, au sujet des problèmes existant dans les relations entre les deux partis et les deux Etats, et a exprimé l'espoir qu'ils seraient résolus grâce aux efforts déployés des deux côtés. Le 10 juin 1977, le camarade Li Xiannian, agissant au nom du Comité central du parti chinois, s'est à son tour entretenu en toute franchise avec le Premier Ministre Pham Van Dong de ces problèmes et lui a adressé un mémorandum portant sur les déclarations qui avaient été faites. Du côté chinois, on espérait que l'amitié sino-vietnamienne pourrait être mise à l'abri de toute nouvelle détérioration et préservée grâce à des efforts communs.

2. Mais malheureusement, les autorités vietnamiennes n'ont tenu aucun compte du désir sincère de leurs homologues chinois et n'ont jamais donné suite aux propositions des dirigeants chinois visant à préserver la bonne entente entre les deux partis et les deux Etats. Aidées et encouragées par l'Union soviétique, elles ont fait de la Chine leur ennemi No 1 et ont suivi avec une virulence croissante une politique d'opposition et d'hostilité à la Chine. Si les relations sino-vietnamiennes en sont arrivées au point où elles en sont aujourd'hui, c'est entièrement de la faute des autorités vietnamiennes.

3. Nous avons décidé de publier aujourd'hui le texte intégral du mémorandum remis par le Vice-Premier Ministre Li Xiannian au Premier Ministre Pham Van Dong, le 10 juin 1977, suivi de quelques notes historiques, afin d'aider le peuple à mieux connaître la vérité au sujet de l'évolution des relations sino-vietnamiennes.

APPENDICE

Mémorandum rendant compte de l'entretien que le Vice-Premier Ministre
Li Xiannian a eu avec le Premier Ministre Pham Van Dong le 10 juin 1977

1. A la mi-avril 1977, alors qu'il faisait escale à Pékin au cours d'un voyage à destination de l'Europe, le Premier Ministre Pham Van Dong a exprimé au camarade Chen Xilian son désir de séjourner quelques jours à Pékin à son retour et d'avoir une conversation avec nous. Cette initiative a été accueillie avec une vive satisfaction. Avant hier, le Président Hua Guofeng a eu une conversation cordiale avec vous, au cours de laquelle il vous a informé de l'évolution de la situation en Chine. Vous avez parlé des problèmes affectant les relations entre nos deux partis et nos deux Etats, et le Président Hua a réaffirmé notre constante position et dit que nous partageons le désir de renforcer notre amitié avec le parti et le peuple vietnamiens. Le Président Hua et le Comité central de mon parti m'ont chargé de discuter franchement et amicalement avec vous d'un certain nombre de problèmes touchant les relations entre nos deux partis et nos deux Etats.

2. Pendant des années, les relations entre nos deux partis, nos deux Etats et nos deux peuples ont été étroites et amicales. Notre profonde amitié a été nouée et encouragée personnellement par le Président Mao Zedong et le Président Ho Chi Minh, dont l'amitié révolutionnaire exprimait l'essentiel de l'amitié sino-vietnamienne. Cette amitié a résisté à la dure et longue épreuve de la période des combats révolutionnaires. Aussi bien pendant les années de durs combats menés dans nos pays respectifs que pendant la vingtaine d'années de guerre de résistance contre l'impérialisme, nous sommes restés au coude-à-coude pour le meilleur et pour le pire, "recherchant ensemble l'unité, combattant ensemble et remportant ensemble la victoire", comme l'a dit le premier Zhou Enlai. Notre amitié révolutionnaire est scellée dans le sang. Le parti communiste et le Gouvernement chinois ont toujours été attachés à l'amitié et à l'unité entre nos deux partis, nos deux Etats et nos deux peuples. Dans nos relations avec le parti et le Gouvernement vietnamiens, aussi bien du temps du Président Mao et du Président Ho que par la suite, nous avons toujours suivi la ligne révolutionnaire du Président Mao, fait de notre mieux pour remplir notre devoir internationaliste et nous nous sommes constamment efforcés de préserver et de renforcer cette amitié.

3. Ces dernières années, cependant nos relations ont subi certaines modifications qui sont pour nous une source d'inquiétude. Désireux d'apporter une solution rapide à ce problème, le premier Zhou s'en était entretenu plus d'une fois avec les camarades vietnamiens, et le camarade Deng Xiaoping fit de même au nom du Comité central de notre parti en 1975. En toutes ces occasions, les camarades vietnamiens ont déclaré qu'ils préservaient l'amitié entre le Viet Nam et la Chine et ne feraient rien qui puisse l'altérer. Nous pensions donc que nos relations allaient progressivement s'améliorer. Mais, contrairement à notre

attente, nos relations, loin de s'améliorer, ont été troublées par des problèmes de plus en plus graves. Nous sommes inquiets de voir la tournure qu'elles sont en train de prendre. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons profiter de l'occasion de votre séjour à Pékin pour nous en entretenir à nouveau avec vous.

I

4. Certaines paroles et certains actes du Viet Nam ont profondément heurté le peuple chinois et porté préjudice à l'amitié entre nos deux pays. Des dirigeants vietnamiens ont fait en public des remarques peu aimables à l'égard de la Chine. Par exemple, le camarade Hoang Tung a tenu des propos très inamicaux dans son interview avec le journaliste suédois Erik Pierre l'année dernière. Il a déclaré :

"Pendant la guerre, il était essentiel pour le Viet Nam que la Chine et l'URSS aident toutes deux au maximum le Nord-Viet-Nam. Aujourd'hui, il n'est plus aussi impératif que nous suivions cette politique. Certes, le Viet-Nam jouxte la partie méridionale de ce grand pays qu'est la Chine, et ce voisinage a des aspects à la fois positifs et négatifs. De toute façon, il faut que les pressions politiques et culturelles venues du Nord cessent de s'exercer. Par conséquent, le rapprochement avec l'URSS joue un rôle très important pour le Viet Nam aujourd'hui. Il y a coïncidence d'un fort intérêt soviétique et des intérêts vietnamiens - pour réduire l'influence chinoise dans cette région du monde."

Autre exemple : le camarade Hoang Quoc Viet, répondant aux questions d'un journaliste japonais en 1973, a lancé une attaque injustifiée contre notre politique étrangère, disant que le fait pour la Chine d'inviter Nixon à se rendre dans ce pays était comme "lancer une bouée de sauvetage à un homme en train de se noyer" et que "les tractations entre les grandes nations se font parfois aux dépens d'une nation plus petite qu'elles risquent d'anéantir". Ces déclarations ont été publiées dans les journaux de plus d'un pays et ont beaucoup attiré l'attention dans les milieux internationaux. Comme elles étaient parues dans des articles de journalistes occidentaux, nous avons d'abord pensé qu'il s'agissait de rumeurs, mais elles n'ont fait l'objet d'aucun démenti de votre part. Le camarade Hoang Tung était membre du Comité central du parti communiste du Viet Nam, éditeur en chef du journal du parti et vice-président de la Commission de propagande relevant du Comité central du parti; et le camarade Hoang Quoc Viet était lui aussi membre du Comité central du parti vietnamien et président du présidium du Comité central du Front patriotique du Viet Nam et, qui plus est, président de l'Association d'amitié Viet Nam-Chine. On ne peut considérer que leurs déclarations aient eu un caractère accidentel. A vrai dire, nous avons déjà auparavant été étonnés d'apprendre que circulaient dans la société vietnamienne de nombreux propos calomnieux à l'égard de la Chine, dont certains étaient même dirigés contre notre grand chef le Président Mao, contre notre estimé et bien-aimé premier Zhou et

contre la politique intérieure et étrangère de notre parti. Nous nous rendons compte aujourd'hui que ces calomnies n'étaient pas fortuites. Comment peut-on concilier ces remarques avec l'affirmation du Président Ho Chi Minh que "profonde est l'amitié entre le Viet Nam et la Chine, qui sont à la fois des camarades et des frères", ou avec la volonté proclamée des camarades vietnamiens de "maintenir l'amitié sino-vietnamienne"?

II

5. Les camarades vietnamiens ont porté atteinte à l'amitié entre nos deux pays, non seulement en paroles, mais aussi par leurs actes.

6. Le Viet Nam n'a pas cessé de provoquer des différends à propos de la délimitation de la frontière terrestre, causant une tension accrue sur celle-ci. La frontière entre la Chine et le Viet Nam a été délimitée par les traités conclus entre le Gouvernement de la dynastie Qing et le Gouvernement français. Après la prise du pouvoir par le peuple dans notre pays, les deux parties ont exprimé leur volonté de respecter cette frontière. Dans cette région, des camarades, de part et d'autre, n'étaient pas d'accord sur le tracé de certaines sections de la frontière, mais le problème n'était pas insurmontable et pouvait être réglé sans difficulté. En 1957-58, les Comités centraux des partis chinois et vietnamien ont procédé à un échange de lettres dans lequel ils affirmaient le principe du maintien du statu quo sur la frontière et du règlement de la question frontalière par les deux gouvernements sans intervention des autorités locales. Avant 1974, les deux parties se sont conformées à ce principe et aucun différend de taille n'est jamais survenu sur la frontière. Les habitants des régions frontalières et les gardes-frontières des deux pays ont toujours vécu en bonne intelligence et pratiqué l'entraide. Pendant des années, la frontière sino-vietnamienne a été une frontière de l'amitié. Mais, à la suite du changement d'attitude du côté vietnamien au cours des dernières années, les différends frontaliers se sont multipliés et les relations sino-vietnamiennes ont été de plus en plus marquées par la question frontalière. En 1975, nous avons proposé que nos deux gouvernements engagent aussitôt que possible des négociations afin de résoudre complètement, au moyen de consultations amicales et, sur la base des traités sino-français, les problèmes relatifs à la frontière terrestre sino-vietnamienne. Nous avons renouvelé notre proposition, l'année dernière et cette année. Mais vous, tout en différant les négociations, vous avez continué à laisser vos hommes pénétrer illégalement en territoire chinois, à revendiquer telle ou telle portion du territoire chinois, à vous ingérer déraisonnablement dans les activités quotidiennes de nos gardes-frontières, et à les gêner, à troubler et perturber les activités normales de production de nos frontaliers. Vos hommes se sont même livrés à des pugilats et à d'autres actes de violence. Ces tentatives visant à modifier unilatéralement et par la force le statu quo sur la frontière

ont amené une augmentation considérable du nombre des incidents de frontière, une aggravation de la tension et même des fusillades de la part des gardes-frontières vietnamiens dans les régions frontalières chinoises du Yunnan et du Guangxi. D'après les statistiques incomplètes établies par nos autorités de défense de la frontière, le nombre d'incidents de frontière, qui était de 100 en 1974, est passé à plus de 400 en 1975 et a dépassé 900 en 1976. Bien sûr, certains de ces incidents ont été causés par notre personnel local qui a agit en contravention de nos règlements. Nous avons pris et continuerons à prendre des mesures pour enjoindre au personnel concerné et aux habitants frontaliers de préserver l'amitié sino-vietnamienne et de se conformer strictement à notre politique frontalière et pour les empêcher de traverser la frontière et de créer des troubles. Nous estimons cependant que votre manière d'agir en ce qui concerne la question frontalière va à l'encontre de l'accord réalisé entre les comités centraux des deux partis et, loin de résoudre aucun problème, n'a d'autre résultat que de porter atteinte à l'amitié traditionnelle entre nos deux peuples, ce qui ne peut que peiner nos amis et réjouir nos ennemis. Aujourd'hui, afin de sauvegarder l'amitié entre nos deux pays et régler les différends frontaliers une fois pour toutes, nous proposons à nouveau que nos deux gouvernements engagent dès que possible des négociations sur la question de la frontière terrestre. En attendant la conclusion d'un règlement négocié, chaque partie devrait maintenir strictement le statu quo sur la frontière et ne devrait en aucune façon étendre unilatéralement sa juridiction actuelle a/. Par "maintenir le statu quo sur la frontière" nous ne voulons pas dire que les futures négociations frontalières devront déterminer l'appartenance des territoires des régions disputées en fonction du tracé qui sépare actuellement les juridictions des deux parties. Nous voulons uniquement, dans l'attente d'un règlement négocié, éviter les conflits et préserver la cause éminemment importante de l'unité et de l'amitié.

a/ Le maintien du statu quo sur la frontière est l'un des principes qui ont été affirmés dans les lettres échangées par les comités centraux des partis chinois et vietnamien en 1957 et en 1958. Pendant une longue période, ce principe a été respecté par les deux parties, si bien que le calme a régné à la frontière sino-vietnamienne. Ces dernières années, les autorités vietnamiennes, tout en suscitant de façon éhontée des sentiments antichinois dans leur pays, ont essayé par tous les moyens d'étendre la portée de leur juridiction en empiétant sur le territoire chinois, en s'y infiltrant et en l'occupant. Afin d'assurer la paix et la tranquillité dans les régions situées le long de la frontière sino-vietnamienne et de maintenir des relations amicales et de bon voisinage, la Chine a proposé à maintes reprises qu'en attendant un règlement négocié de la question de la frontière, les deux parties maintiennent strictement le statu quo sur la frontière et s'abstiennent de modifier unilatéralement la portée de leur juridiction actuelle sous quelque forme ou sous quelque prétexte que ce soit. Néanmoins, le Viet Nam a fait la sourde oreille et, intensifiant ses efforts, a multiplié les provocations armées et les incursions et a suscité de nouveaux conflits sanglants. Sa brutalité et son arrogance sont tout simplement devenues intolérables.

/...

III

7. En ce qui concerne les réparations à effectuer du côté chinois à la jonction des voies ferrées chinoises et vietnamiennes, certaines questions se sont également posées qui ne l'auraient pas dû. D'après l'Accord ferroviaire frontalier sino-vietnamien, le Viet Nam n'a pas le droit de s'ingérer dans la gestion ni l'entretien de la section de voie ferrée dont la Chine est responsable, de même que celle-ci n'a pas le droit de se mêler de la façon dont le Viet Nam entretient la section ferroviaire placée sous son administration. En réalité, la section ferroviaire susmentionnée était déjà dans un état déplorable qui compromettait la sécurité du trafic. En l'absence de réparations, le trafic devait être arrêté sous peine de courir le risque de déraillements. Mais lorsque nos services ferroviaires ont mis sur pied la main-d'oeuvre et l'équipement pour réparer la voie ferrée et assurer le bon fonctionnement et la sécurité du trafic, ils se sont heurtés à des obstructions et à des sabotages répétés de la part du Viet Nam. Les camarades vietnamiens sont allés jusqu'à provoquer un affrontement sans précédent au cours duquel 51 camarades chinois ont été blessés, dont six gravement. Il est possible que des camarades vietnamiens aient aussi été blessés.

8. Achevé après la victoire du peuple vietnamien dans sa guerre contre la domination française b/, ce chemin de fer a depuis servi de lien d'amitié entre nos deux pays socialistes. Au cours de la guerre du peuple vietnamien contre l'agression américaine et pour le salut national, nos deux peuples ont versé leur sang pour défendre cette voie et garantir son bon fonctionnement jour et nuit. Comment aurions-nous pu prévoir qu'aujourd'hui, après la victoire du peuple vietnamien dans cette guerre, des incidents seraient provoqués par des camarades vietnamiens pour nous empêcher d'entretenir la voie ferrée, incidents qui ont culminé dans un affrontement de grande échelle, juste sur cette voie ferrée, le symbole de l'amitié sino-vietnamienne! Comment allons-nous expliquer cela à notre peuple?

9. Ce chemin de fer contribue toujours à l'édification du socialisme et aux échanges extérieurs économiques et culturels de nos deux pays. Il relie non seulement nos deux pays, mais aussi le Viet Nam à de nombreux pays d'Asie et d'Europe. Par cette voie ferrée, passent plus de marchandises à destination du Viet Nam qu'à destination de la Chine. L'interruption du trafic serait préjudiciable à la Chine mais encore plus au Viet Nam. Nous ne pouvons comprendre pourquoi le Viet Nam continue à refuser que nous entretenions cette section de

b/ Avant 1954, ce tronçon de la voie ferrée n'était pas encore en service. En décembre 1954, la voie ferrée reliant Hanoi à Dong Dang a commencé à être restaurée avec l'aide des Chinois. Par la suite, le tronçon reliant le col de Munan en Chine à Dong Dang au Viet Nam a été achevé et officiellement mis en service le 1er mars 1955. Le 25 mai 1955, le premier accord entre la Chine et le Viet Nam relatif au chemin de fer frontalier a été signé.

voie ferrée et semble ne pas se soucier le moins du monde que des trains puissent dérailler et que le trafic soit interrompu. Nous soupçonnons certains de vouloir délibérément transformer la question en un problème majeur et attirer sur lui l'attention internationale afin de pouvoir accuser la Chine de "chauvinisme de grande puissance" et de "maltraiter un petit pays". Nous ne souhaitons pas voir le problème acquérir ainsi une ampleur exagérée, mais si cela devait advenir contrairement à nos souhaits, nous n'y pouvons rien.

10. Nous avons adopté une démarche prudente en ce qui concerne l'entretien de la section du chemin de fer sino-vietnamien située du côté chinois de la jonction. Nous n'avons pas tenu pour avérés les rapports que nous avons reçus; un vice-ministre des affaires étrangères ainsi que des experts compétents de l'administration ferroviaire se sont rendus sur les lieux pour procéder à une enquête spéciale au cours de laquelle des films ont été tournés. Les faits montrent que les propositions répétées de la Chine au Viet Nam étaient pleinement justifiées. Nous espérons sincèrement que les camarades vietnamiens modifieront leur attitude antérieure et cesseront de contrarier et de saboter les efforts de la Chine pour réparer la voie ferrée. Si le Viet Nam a une interprétation différente du tracé de la frontière en cet endroit, il convient de résoudre le problème par le biais de consultations entre les deux gouvernements lors des pourparlers relatifs à la frontière. Si, à la suite de ces pourparlers, il était décidé que le secteur en question se trouve en territoire vietnamien, nous remettrions sans condition au Viet Nam le territoire qui lui appartient ainsi que la section du chemin de fer qui y est située.

11. Si M. Pham Van Dong y consent, nous aimerions vous montrer le film que nous avons tourné et qui témoigne du mauvais état dans lequel se trouvait la section de voie ferrée en question. Comme il s'agit d'une question relativement urgente, nous espérons que M. Pham Van Dong l'examinera dès que possible, afin qu'elle puisse être réglée de manière appropriée.

IV

12. En ce qui concerne les îles Nansha et Xisha, la conduite des camarades vietnamiens, ces deux dernières années, a été elle aussi préjudiciable aux relations amicales entre nos deux pays. Ces îles ont toujours été territoire chinois, ce que confirment de nombreux documents historiques irréfutables. Le Gouvernement chinois a fait à maintes occasions des déclarations dans ce sens. Les camarades vietnamiens ont eux aussi reconnu dans le passé que ces îles étaient territoire chinois. Le 15 juin 1956, un vice-ministre vietnamien des affaires étrangères nous a dit officiellement que "du point de vue historique, ces îles étaient territoire chinois". Le 4 septembre 1958, le Gouvernement chinois a publié une déclaration sur la mer territoriale chinoise, dans laquelle il affirmait explicitement que le territoire de la République populaire de Chine "comprendait la Chine continentale et ses îles côtières, ainsi que Taïwan et les îles qui l'entourent, les îles Penghu, Dongsha, Xisha, Zhongsha, Nansha et toutes les autres îles appartenant à la Chine qui sont séparées de la Chine continentale et de ses îles côtières par la haute mer...". Le 1^{er} septembre de

cette même année, le Premier Ministre Pham Van Dong a écrit dans sa note au Premier Ministre Zhou Enlai que "le Gouvernement de la République démocratique du Viet Nam admettait et appuyait la déclaration de la République populaire de Chine sur la mer territoriale chinoise, du 4 septembre 1958," ajoutant que "le Gouvernement de la République démocratique du Viet Nam respectait cette décision". Le 9 mai 1965, le Gouvernement de la République démocratique du Viet Nam a, dans une déclaration, reconnu à nouveau que les îles Xisha appartenaient à la Chine c/. Mais en 1974, les camarades vietnamiens ont commencé à infléchir leur position. En 1975 notamment, le Viet Nam, mettant à profit la libération du Viet Nam méridional, a envahi et occupé six des îles Nansha, qui appartiennent à la Chine et s'est mis à revendiquer officiellement des droits de souveraineté sur les îles chinoises de Nansha et Xisha. Entre-temps, le Viet Nam a excité l'opinion publique tant vietnamienne qu'étrangère, affirmant que les îles Nansha et Xisha étaient territoire vietnamien. C'est ainsi que les îles Nansha et Xisha, au sujet desquelles aucun problème n'avait jamais surgi, sont devenues aujourd'hui une cause majeure de différend dans les relations sino-vietnamiennes d/. Avant 1975,

c/ Le 9 mai 1965, le Gouvernement de la République démocratique du Viet Nam a publié une déclaration au sujet de la "zone de combat" définie par le Président des Etats-Unis, Lyndon B. Johnson, à l'intention des forces armées des Etats-Unis au Viet Nam, dans laquelle il reconnaissait que les îles Xisha appartenaient à la Chine. Le texte de cette déclaration était en partie le suivant :

"Le Président des Etats-Unis, Lyndon Johnson, a déclaré que l'ensemble du Viet Nam et les eaux adjacentes, qui s'étendent approximativement jusqu'à 100 milles au large des côtes du Viet Nam, ainsi qu'une partie des eaux territoriales de la République populaire de Chine au large des côtes des îles Xisha faisaient partie de la 'zone de combat' des forces armées des Etats-Unis ... ce qui constitue une menace directe contre la sécurité de la République démocratique du Viet Nam et de ses voisins..."

d/ Lorsque le Vice-Premier Ministre Li Xiannian a mentionné cette question, le Premier Ministre Pham Van Dong lui a opposé un argument indéfendable, à savoir : "pendant la guerre de résistance, nous devons évidemment mettre la résistance à l'impérialisme des Etats-Unis au-dessus de tout". "Comment doit-on comprendre nos déclarations, notamment celle figurant dans ma note au Premier Ministre Zhou Enlai? On doit les comprendre dans le contexte des conditions historiques de l'époque." Le Vice-Premier Ministre Li Xiannian s'est empressé de faire remarquer que cette explication n'était pas convaincante. Il a dit que la question territoriale opposant nos deux Etats devait être traitée avec sérieux, que la guerre ne pouvait justifier une interprétation différente, et qu'il fallait faire preuve de sérieux. En outre, le Viet Nam n'était pas en guerre, lorsque, le 14 septembre 1958, Pham Van Dong, qui était alors Premier Ministre du Gouvernement de la République démocratique du Viet Nam, a admis dans sa note au Premier Ministre Zhou Enlai que les îles Xisha et Nansha étaient des territoires chinois.

L'Union soviétique avait toujours reconnu que les îles Nansha et Xisha étaient territoire chinois. Mais elle a, elle aussi, changé d'attitude dès que vous avez suscité ce différend, qu'elle est résolue à exploiter pour saper les fondements des relations sino-vietnamiennes. Nous espérons que les camarades vietnamiens reviendront à la position qu'ils avaient initialement adoptée sur la question.

V

13. L'attitude des camarades vietnamiens sur la division des eaux du golfe Beibu ne saurait, elle non plus, être considérée comme amicale. Cette région n'a jamais été divisée, alors que vous affirmez le contraire. Vous insistez pour tracer une ligne de démarcation proche de l'île Hainan, qui est à nous, aux fins d'occuper les deux tiers de la zone maritime du golfe Beibu. Cela n'étant ni équitable, ni raisonnable, nous ne pouvons l'accepter. Nous avons proposé plus d'une fois que les deux parties règlent la question de la division des eaux territoriales du golfe de façon juste et raisonnable. Nous espérons que les camarades vietnamiens prendront en considération notre proposition.

VI

14. Nous souhaiterions également exposer notre point de vue sur la question des Chinois résidant au Viet Nam. Pour des raisons historiques, leur nombre dépasse le million. Appliquant les principes internationalistes prolétariens, nous avons convenu en 1955 avec le Viet Nam d'encourager progressivement les résidents chinois à adopter la nationalité vietnamienne. Cela ne pouvait se faire que par la libre décision des intéressés, et non par la contrainte. Pendant longtemps, le problème a été assez bien résolu par voie de consultations et de coopération mutuelles. En revanche, depuis la libération du Viet Nam méridional, la partie adverse a eu recours à la contrainte et a traité les Chinois du Viet Nam méridional comme étant tous ressortissants vietnamiens, sans tenir aucun compte de leurs désirs. Vous avez lourdement imposé les résidents chinois qui souhaitent conserver leur nationalité chinoise, vous apprêtant à leur refuser le droit de continuer de résider au Viet Nam et à prendre d'autres mesures. Cette conduite s'écarte de la longue tradition de coopération et de consultation entre nos deux pays et va à l'encontre de l'accord intervenu entre les deux parties aux termes duquel il avait été convenu d'encourager progressivement les Chinois à changer de nationalité. Comme vous le savez, après que le régime fantoche de Ngo Dinh Diem ait tenté en 1956 de contraindre les Chinois à adopter la nationalité vietnamienne, notre Commission des affaires chinoises à l'étranger a publié en 1957 une déclaration protestant énergiquement contre ce procédé. Tout Etat a le devoir de protéger les droits et intérêts légitimes de ses ressortissants résidant dans d'autres pays. Mais vous avez maintenant pris unilatéralement des mesures visant à forcer les Chinois à adopter la nationalité vietnamienne, sans nous consulter, nous plaçant ainsi dans une situation politiquement embarrassante. J'aimerais maintenant aborder également la question de l'ouverture de consulats de Chine au Viet Nam. Le Gouvernement chinois a toujours pris soin des 5 à 6 000 Vietnamiens

résidant en Chine et nous avons depuis longtemps consenti à ce que vous ouvriez trois consulats généraux du Viet Nam en Chine, auxquels nous avons accordé toutes facilités et un traitement favorable. Or, quand nous avons demandé d'ouvrir trois consulats généraux au Viet Nam, vous nous avez fait attendre votre réponse plus de six mois et n'avez alors autorisé la création que de deux consulats généraux au lieu de trois. Nous avons adopté une attitude amicale et avons eu pour vous des égards particuliers en ce qui concerne le traitement de vos ressortissants et l'ouverture de consulats, mais vous ne nous avez guère payés de retour.

VII

15. Les camarades vietnamiens ont compromis l'amitié sino-vietnamienne, non seulement en suscitant les problèmes qui nous occupent présentement, mais aussi en invoquant des problèmes historiques. Pendant de nombreuses années, le Viet Nam, se servant du passé pour dénigrer le présent, a mené une intense propagande en faveur de la prétendue opposition à "l'invasion du Nord" dans ses quotidiens, magazines, films, pièces de théâtre, etc., et a suscité parmi la population une grande hostilité à l'égard de la Chine, ce qui a eu des conséquences extrêmement néfastes. Cette attitude ne peut que profondément émouvoir tous les peuples qui s'intéressent sincèrement à l'amitié sino-vietnamienne. Mais certains, dans d'autres parties du monde, motivés par des desseins secrets, ont applaudi et se sont réjouis de cette situation dont ils ont profité pour semer la zizanie. L'agence de presse soviétique Tass, par exemple, a utilisé votre propagande pour semer la discorde et faire naître des sentiments antichinois. Nous admettons bien volontiers que les dynasties féodales de la Chine ancienne ont envahi le Viet Nam, et nous avons toujours condamné cette agression. Le Premier Ministre Zhou Enlai lui-même s'est rendu au Temple des héroïnes Trung Trac et Trung Nhi à Hanoï, pour rendre hommage à ces combattantes qui s'étaient opposées à l'agression de la dynastie Han. Mais, comme vous le savez, l'invasion du Viet Nam par les dynasties féodales chinoises a eu lieu à une époque où le peuple chinois n'avait aucun pouvoir, étant lui-même soumis à l'oppression et aux persécutions brutales des seigneurs féodaux. C'est pourquoi on ne saurait en tenir responsable ni le parti communiste chinois, ni le Gouvernement et le peuple de la République populaire de Chine. Peu après le succès de la révolution d'Octobre, en Russie, le camarade Lénine a déclaré que les puissances impérialistes, la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis "essayaient de raviver la haine ancienne de la Pologne à l'égard de ses oppresseurs grands-russiens, de rejeter la haine, cent fois justifiée, qu'éprouvaient les travailleurs polonais à l'égard des propriétaires fonciers et des tsars sur les travailleurs et les paysans russes et de faire croire aux travailleurs polonais que les bolcheviks, tout comme les chauvinistes russes, ne rêvaient que de conquérir la Pologne" e/. C'est là, selon nous, l'attitude

e/ V. I. Lénine, "Discours aux étudiants de l'Université de Sverdlovsk partant pour le front", 24 octobre 1919.

de Lénine à l'égard des problèmes historiques. Le Viet Nam est un pays socialiste. Est-ce que les camarades vietnamiens agissent dans l'esprit de l'enseignement de Lénine en faisant de même? Nous espérons que vous ferez cesser cette propagande.

16. Aujourd'hui, j'ai parlé en toute franchise avec le Premier Ministre Pham Van Dong de certains problèmes qui existent dans les relations entre nos deux partis et nos deux Etats, dans l'espoir qu'une solution à ces problèmes sera trouvée après que nous en aurons discuté en profondeur et en toute amitié, de façon à pouvoir préserver et renforcer l'amitié et l'unité révolutionnaires entre nos partis et nos pays. La Chine et le Viet Nam, voisins qu'ils sont, ont des montagnes et des fleuves en commun. Nous sommes convaincus que l'unité et l'amitié sont dans l'intérêt de nos deux peuples, tandis que la désunion et l'antagonisme ne peuvent que nuire aux intérêts des deux. Nous devrions suivre les commandements du Président Mao Zedong et du Président Ho Chi Minh et nous efforcer, comme nous l'avons toujours fait, de maintenir et de promouvoir notre amitié et notre unité traditionnelles et ne pas les laisser s'affaiblir et se dégrader du fait de l'intervention de tiers, quels qu'ils soient. Nous croyons qu'aussi longtemps que nous avons le sincère désir de sauvegarder notre amitié et de traduire ce désir dans les faits, nos relations amicales ne peuvent que grandir et les peuples chinois et vietnamien ne peuvent que vivre ensemble dans l'amitié de génération en génération.

17. Nous prions le Premier Ministre Pham Van Dong de transmettre au Comité central du parti communiste vietnamien et au camarade Le Duan les vœux exprimés par le Président Hua lors de sa rencontre avec vous le 8 juin ainsi que les points que j'ai mentionnés aujourd'hui. Nous espérons sincèrement que vous étudierez attentivement notre point de vue de façon qu'une solution satisfaisante soit trouvée aux problèmes qui existent entre nos deux partis et Etats.

18. Pour ce qui est de l'aide, le Premier Ministre Pham Van Dong avait joint une liste à sa lettre datée du 15 octobre de l'année dernière. Nous n'avons pas été en mesure de satisfaire à vos demandes. Au nom du Comité central du parti communiste chinois et au nom du Gouvernement chinois, j'ai discuté de cette question avec le Vice-Ministre Nguyen Trinh, le 24 février de cette année, et lui ai expliqué que les interventions et le sabotage dont s'est rendue responsable la "bande des quatre", hostile au parti, et les catastrophes naturelles survenues l'année dernière ont causé de nombreuses difficultés à notre économie nationale, qu'il reste plus de deux milliards de yuan au budget de notre aide au Viet Nam et que plus de cent projets de livraison de jeux complets de matériel restent à exécuter, ce qui nous demandera de grands efforts dans les mois à venir. C'est pourquoi il nous est tout à fait impossible de fournir une nouvelle aide aux camarades vietnamiens. Je lui ai demandé d'en informer le Premier Ministre Pham Van Dong. Le 17 mars 1979, le Vice-Ministre Nguyen Trinh nous a communiqué la réponse du Premier Ministre Pham Van Dong, ainsi que son opinion sur la question. C'est pourquoi je ne m'étends pas plus longtemps sur le sujet aujourd'hui.